

*Initiatives ministérielles*

de parlementaires ministériels à cette époque—là prendre la parole pour demander une résolution du Conseil de sécurité afin d'envoyer une force de police internationale en Cisjordanie pour s'assurer que la paix est maintenue et que la souveraineté des Palestiniens est rétablie. Il y a une grande ironie du sort également dans ce manque d'initiative de la part des puissances occidentales et du Conseil de sécurité. S'il y a crise, monsieur le Président, serait-ce que les États du Golfe regorgent de pétrole alors que la Cisjordanie en est absolument dépourvue, tout comme d'ailleurs l'État d'Israël. C'est à se le demander.

Bien que des militaires se soient emparés et occupent par la force l'État du Koweït et qu'ils se livrent chaque jour au pillage et au viol, je trouve cocasse que nous nous précipitions—certains voudraient même que nous utilisions directement la force militaire—pour redonner son statut d'émirat à ce pays qui n'a cure de la démocratie, qui n'a pas l'intention de se transformer en démocratie, et qui refuse toujours depuis des années de consacrer une partie appréciable des profits considérables qu'il tire du pétrole pour venir en aide aux pays arabes les plus pauvres du Moyen-Orient. On peut en dire autant de l'Arabie Saoudite.

Pourtant, au cours du conflit opposant l'Irak à l'Iran, l'Arabie Saoudite et le Koweït ont attisé la discorde, dans l'espoir que ces deux pays se démoliraient, perdraient leur rang de puissance majeure, et cesseraient de constituer une menace pour leurs richissimes champs pétrolifères du Golfe. C'est vraiment une autre ironie du sort que j'ai beaucoup de mal à comprendre.

Nonobstant l'amertume de ces considérations, nous devons les examiner avec toute l'honnêteté dont nous sommes capables. Je suis convaincu, tout comme la majorité des députés, sinon tous, que le Conseil de sécurité a pris tout d'abord les mesures qui s'imposaient. Il a tenté par des moyens pacifiques, en adoptant une série de résolutions, d'imposer notamment un blocus, un embargo, des sanctions économiques, et il a à juste titre accordé aux forces multinationales présentes à l'heure actuelle en Arabie Saoudite et dans les États du Golfe le droit de recourir à une force minimale pour assurer le respect de ses résolutions. C'est bien ainsi. C'est bien l'approche pacifique à laquelle il devait avoir recours pour convaincre Saddam Hussein et ses forces irakiennes de se retirer du Koweït.

Mais ce qui est en jeu, c'est bien plus que contraindre simplement Saddam Hussein de cesser son occupation.

Ce qui est en jeu, selon moi, c'est véritablement l'aptitude des Nations Unies à assurer dorénavant le maintien de la paix, à moins que nous soyons prêts à accorder à ces sanctions le temps voulu pour qu'elles fassent leur oeuvre. Cela signifie, je le sais, un lourd fardeau pour les militaires qui souffrent actuellement de la chaleur et qui, au cours de l'hiver qui vient, connaîtront le froid intense du désert, l'inconfort, sans compter les dépenses.

Si nous voulions couper au plus court, cependant, si nous décidions, ou si plutôt les États-Unis décidaient—et c'est là l'une des difficultés que présente le commandement actuel—s'ils décidaient, pour des raisons politiques, qu'ils ne pouvaient plus attendre, s'ils devaient faire l'objet de trop de pressions chez eux avec les élections qui approchent, avec la hausse du prix du pétrole et du gaz, ainsi qu'avec les tracasseries que les États-Unis semblent éprouver lorsqu'ils participent à une guerre larvée, ils provoqueraient de l'opposition et la division du pays. Comme nous avons pu le constater au cours des années de la guerre du Vietnam, les États-Unis peuvent être la proie de tiraillements internes et de perturbations sociales.

Ainsi, les États-Unis peuvent être conduits à couper au plus court et à envahir le Koweït avant que les sanctions, l'embargo et le blocus aient eu le temps d'agir. Le temps est le facteur déterminant, en l'occurrence, car il en faudra beaucoup. Personne n'a jamais prétendu qu'un blocus pouvait donner des résultats en quelques semaines, voire en quelques mois. Il faudra peut-être attendre des années avant de mâter Saddam Hussein sans intervention militaire. Il sera toujours extrêmement populaire, car les habitants d'un pays qui a décidé de s'en prendre au monde entier sont habituellement prêts à endurer un long siège.

Une des pires choses que nous pourrions faire serait de nous lancer à l'attaque et de bombarder Bagdad, par exemple. On ne défait pas l'ennemi en bombardant les villes. Ce n'est pas ce qui est arrivé au cours de la Seconde Guerre mondiale, je vous l'assure. Nous avons bombardé Berlin, Francfort et Stuttgart nuit après nuit, pratiquement année après année au cours des trois dernières années de la guerre. Les Allemands étaient déterminés non seulement à continuer la guerre, mais aussi à produire des armements pour le faire. Leur patriotisme et leur détermination étaient encore plus forts à la fin de la guerre. On peut dire la même chose des Vietnamiens: plus les Américains bombardaient le Nord, plus les Vietnamiens du Nord étaient résolus à continuer à faire la guerre.